



*Le président Calderon aux prises avec un pays divisé*

# Élections mexicaines : États riches vs États pauvres

PAR LISA J. ADAMS

**Les** élections dont le résultat demeure le plus serré de toute l'histoire du Mexique — sans compter le refus du perdant d'accepter sa défaite — ont marqué le début d'une période de chaos politique, susceptible de menacer l'unité de la fédération et la stabilité de ses jeunes institutions démocratiques.

Lors de l'élection du 2 juillet dernier, M. Felipe Calderon, représentant le Parti de l'action nationale (PAN) du président Vicente Fox, un parti conservateur, a battu le candidat de gauche, M. Andres Manuel López Obrador, avec une avance de quelque 230 000 voix, soit moins de 0,6 pour cent des suffrages exprimés.

La campagne ne s'est pas seulement révélée l'une des plus disputées au Mexique, mais également l'une des plus virulentes.

M. Calderon a dépeint M. López Obrador, ancien maire de Mexico, comme un homme présentant des tendances dictatoriales qui risquait de conduire le pays à la faillite en raison de ses programmes populistes irréalistes. De son côté, M. López Obrador a laissé entendre que M. Calderon ne se préoccupait que des riches et refusait d'admettre que près de la moitié des 107 millions d'habitants du pays vivaient en dessous du seuil de la pauvreté.

## **M. López Obrador exige un recomptage des voix**

M. López Obrador prétend que d'importantes fraudes orchestrées par M. Calderon et le gouvernement de M. Fox lui ont coûté la victoire, et il a exigé le recomptage des 41 millions de bulletins de vote. La plus haute instance du pays en matière électorale a refusé, ordonnant en lieu et place qu'un recomptage soit effectué dans

neuf pour cent des 130 000 bureaux de vote, soit les bureaux où il semblait à la Cour que des irrégularités s'étaient produites.

Le 5 septembre, une journée avant la date-butoir légale, le tribunal électoral fédéral a proclamé M. Calderon président élu.

Refusant de reconnaître sa défaite, M. López Obrador a demandé à ses partisans de bloquer la principale rue de Mexico, l'*Avenida de la Reforma*, de même que le *Zocalo*, la place centrale, en y installant d'immenses campements et en organisant des défilés et des occupations symboliques d'édifices gouvernementaux, en guise de protestation contre les fraudes à large échelle qui, à son avis, lui ont coûté la victoire. Les barrages ont duré sept semaines, conduisant au bord du désespoir les automobilistes de cette mégalopole de 20 millions d'habitants et causant aux hôtels, aux restaurants et aux magasins locaux des pertes se chiffrant en millions de dollars.

Des centaines de milliers de partisans de M. López Obrador l'ont massivement « élu » à main levée comme leur président « légitime » au cours d'une manifestation organisée par l'ex-candidat le 16 septembre, jour de l'Indépendance. Ses partisans ont promis de ne reconnaître ni la victoire de M. Calderon, ni les institutions de la république « illégitime », et ils se sont engagés à commettre des actes de résistance passive tout au long des six années de présidence de « l'usurpateur » Calderon.

M. López Obrador ne sera cependant pas reconnu comme le nouveau président du Mexique aux termes de la Constitution actuelle, que ce soit par les institutions démocratiques en place, ou par la grande majorité des dirigeants de la communauté internationale, lesquels ont fait parvenir leurs lettres de félicitations à M. Calderon.

M. López Obrador s'est lancé dans une tournée nationale pour diffuser son message révolutionnaire, mais seuls deux choix s'offrent à lui quant à la suite des événements : se comporter comme un acteur de l'opposition assurant l'équilibre et faisant pression sur le législateur de manière à modifier et à renforcer toutes les institutions qu'il critique, ou se comporter comme un empêcheur de tourner en rond dont le seul but consiste à dresser des obstacles sur la route du président Calderon.

Le premier choix « permettrait de renforcer le fédéralisme et la société [du Mexique] », explique M. Ulises Corona Ramirez, un politologue de l'Université autonome nationale du Mexique et expert en matière de fédéralisme. « Le second choix affaiblirait le fédéralisme, car il diviserait en deux camps antagonistes la société, le pays, les États de la république et les villes, soit "ceux qui sont avec moi et ceux qui sont contre moi" ».



— Photo : [www.felipe-calderon.org](http://www.felipe-calderon.org)

*Le président Felipe Calderon, vainqueur des élections, au cours de la campagne électorale.*

Lisa J. Adams est correspondante de l'Associated Press à Mexico. Au cours des sept dernières années, elle a effectué de nombreux reportages touchant le Mexique et l'Amérique centrale.

M. López Obrador, leader du Parti de la révolution démocratique (PRD), a jusqu'à présent pris des positions intransigeantes, ce qui place les députés de son parti élus lors du dernier scrutin — qu'il dépeint comme frauduleux — devant un sérieux dilemme. Le PRD, auparavant toujours bon troisième derrière le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), soit le parti précédemment au pouvoir, et le Parti de l'action nationale (PAN), occupe maintenant la deuxième place. Il s'agit d'une position charnière qu'il pourrait utiliser pour promouvoir plusieurs changements institutionnels que M. López Obrador appelle de ses vœux.

D'autre part, les membres du PRD pourraient apporter à M. Calderon un appui décisif pour faire avancer de nombreuses réformes touchant la fiscalité, le travail, l'énergie et la justice. L'adoption de ces réformes est considérée par plusieurs comme indispensable au renforcement des institutions du pays et de la fédération mexicaine dans sa globalité. L'ancien président, M. Vicente Fox, avait bien essayé de gagner à sa cause un Congrès dominé par l'opposition, mais en vain. Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a réduit ses dépenses sur les plans subnationaux, ce qui fait en sorte que plus de 60 pour cent du total des dépenses est actuellement le fait des États et des collectivités locales, lesquels demeurent cependant toujours largement dépendants des transferts en provenance du centre.

### **M. Calderon doit établir des ponts**

M. Calderon ne pourrait avoir la main plus heureuse puisque le PAN détient désormais la majorité des sièges dans les deux Chambres de l'Assemblée législative et que les députés du PRI ont annoncé leur volonté d'appuyer plusieurs de ses propositions. De son côté, M. López Obrador a récemment enjoint les parlementaires du PRD et des deux petits partis qui se sont joints au nouveau front politique militant en sa faveur, soit le Parti travailliste et le Parti *convergencia*, de rejeter tout contact avec M. Calderon.

Dans quelle mesure se plieront-ils à ces directives ? Cela n'est pas encore très clair. Certains élus du PRD, et notamment le fondateur du parti, M. Cuauhtemoc Cardenas, ont publiquement exprimé leurs réserves quant au plan d'action de M. López Obrador, qu'ils estiment nuisible tant au pays qu'au parti.

**La campagne ne s'est pas seulement révélée l'une des plus disputées au Mexique, mais également l'une des plus virulentes.**

Mais d'autres députés lui demeurent fidèles, sourds aux appels de M. Calderon en faveur d'une collaboration harmonieuse et multipartite pour le bien des 31 États du pays et du district fédéral de Mexico.

Avec d'autres responsables du parti, ils ont tout au contraire opté pour la « résistance civile ». Leurs dernières actions consistaient notamment à lancer des œufs sur la voiture de M. Calderon, à parodier la fermeture de son quartier général, et à éparpiller de la marchandise dans des magasins Wal-Mart dans le but de dénoncer ce qu'ils prétendent

être l'influence déloyale exercée par de puissantes entreprises afin d'aider M. Calderon à remporter les élections.

La campagne de M. López Obrador, intitulée « Pour le bien de tous, mais surtout des pauvres » — qui a donné lieu à de virulentes diatribes contre les riches et les industriels du Mexique — a révélé les divisions séculaires qui opposent races et classes, ainsi que le fossé séparant les États plus opulents du Nord, qui soutiennent en général M. Calderon, et ceux du Sud, plus démunis, qui sont acquis à M. López Obrador. Au Mexique, les revenus des familles les plus riches (10 pour cent de la population) comptent pour 42,1 pour cent du revenu national total, tandis que les revenus des familles les plus pauvres (60 pour cent de la population) ne comptent que pour 23,4 pour cent du revenu national.

### **Les partis se partagent les Parlements des États**

Le PRD contrôle six États : la Basse-Californie du Sud, le Chiapas qui est l'État le plus austral, les États de Guerrero et de Michoacan sur la côte pacifique, l'État de Zacatecas au Nord, de même que Mexico, la capitale, dont M. López Obrador fut le maire de décembre 2000 à juillet 2005. Il était d'ailleurs très populaire alors qu'il occupait cette fonction, notamment en raison de la mise en place de subventions gouvernementales pour le transport à prix réduit et les programmes de retraites pour les aînés. Depuis lors, les huit partis représentés à la Chambre basse du Congrès se sont dits favorables à l'élargissement de ce programme de retraite à l'ensemble du pays.

Le parti de M. Calderon, le PAN, contrôle neuf États, de la Basse-Californie et San Luis Potosi au Nord, jusqu'au Yucatan au Sud. M. Calderon — afin de légitimer son mandat et de gagner le soutien des millions d'électeurs qui n'ont pas voté pour lui — a promis de mettre en œuvre des politiques visant à combler le fossé qui sépare les Mexicains, affirmant que la réduction de la pauvreté fait partie de ses trois objectifs prioritaires.

Il a également promis de former un cabinet d'union nationale tenant compte la globalité des points de vue, et il a organisé des réunions avec plusieurs gouverneurs.

« Je souhaite entretenir des relations empreintes de compréhension et d'un profond respect avec les gouverneurs et les maires de tous les partis, en tenant compte de la diversité non seulement politique, mais également sociale des États », a-t-il précisé.

La position adoptée par M. Calderon se révèle très habile. Les gouverneurs — qui n'étaient autrefois que de simples exécutants au service de l'appareil tentaculaire d'un parti resté à la tête du pays pendant des décennies — sont

Suite à la page 30



Le candidat défait à la présidence, M. López Obrador, serre la main de ses partisans.

## Élections mexicaines : États riches vs États pauvres

aujourd'hui librement élus et ne représentent plus un seul parti, mais trois. Ils ont une grande influence sur le choix des candidats qui se présenteront aux élections fédérales dans leur État, et sur les dossiers qu'ils aborderont une fois élus au Congrès.

De plus, pour certains dossiers, l'aide de M. Calderon serait appréciée par les dirigeants des États, notamment la création d'emploi, la promotion du tourisme, la lutte contre ce fléau qu'est le trafic de drogue, et l'assouplissement du contrôle très strict que l'exécutif exerce sur les ressources nationales distribuées aux États.

Le président détient un contrôle presque absolu sur les revenus. Ainsi, il peut verser les bénéfices pétroliers excédentaires non prévus dans le budget aux programmes de son choix, y compris des messages publicitaires à sa gloire, et accorder aux États une part plus ou moins importante de la richesse en fonction de leurs orientations politiques.

Comme l'a rappelé le professeur Corona : « Notre système de répartition des ressources fédérales n'est ni juste, ni égalitaire, ni même honnête. »

Le Parlement mexicain a récemment approuvé une loi qui prévoit un système de répartition plus équitable, en confiant aux législateurs un rôle plus important dans la manière dont les fonds sont alloués et en permettant aux villes de prélever leurs propres taxes.

Si un tel système devait effectivement voir le jour, il permettrait de renforcer le fédéralisme au Mexique, a expliqué M<sup>me</sup> Carol Weissert, une politologue de l'Université de l'État de la Floride, située à Tallahassee, qui est également rédactrice en chef de la

célèbre revue *Publius: The Journal of Federalism*, avant d'ajouter : « Le fait que le dossier soit réellement mis de l'avant revêt une importance considérable. »

Mais un autre dossier risque d'avoir un impact plus immédiat sur le système fédéral du Mexique. Il s'agit de la crise dans l'État austral d'Oaxaca, où des enseignants en grève et des sympathisants radicaux ont, pendant quatre mois, pris en otage les rues de cette capitale autrefois touristique afin d'obtenir des augmentations de salaire ainsi que la démission du gouverneur.

En dépit d'appels de plus en plus pressants en faveur de son intervention, le président Fox — un ardent partisan du fédéralisme — a rappelé que cette question relevait essentiellement de la compétence des États et que le rôle de son gouvernement devait se limiter à la médiation des négociations, et que ni la police nationale, ni l'armée, ne devrait être envoyée pour restaurer l'ordre. Malgré cela, 4 000 policiers fédéraux y ont été envoyés en octobre 2006 afin de mettre fin aux manifestations des enseignants et des syndicalistes. Il est pleinement conscient du fait que personne n'a oublié la brutalité avec laquelle des étudiants ont été massacrés par les forces gouvernementales durant les manifestations qui se sont déroulées à Mexico en 1968 et 1971.

Si le président Fox — ou Calderon à sa suite — décide d'utiliser la force publique alors que les États tentent encore d'affirmer leur indépendance par rapport à la présidence, « il enverra un signal négatif... selon lequel le vieux système centralisé n'est pas autant une chose du passé que certains l'imaginent », a rappelé M<sup>me</sup> Weissert. (6)